

SCOOP

N°41
NOVEMBRE -
DÉCEMBRE
2015

La Lettre d'information des cultures arables

ÉDITORIAL >P1

Trouée dans le rideau
de fumée écologiste

DOSSIERS >P2

Bien sortir des tarifs verts et jaunes

DOSSIERS >P2

Plaidoyer en duo
pour une vraie politique de l'eau

INTERVIEW >P3

Ne nous désunissons pas !

FOCUS >P3

Au tableau d'honneur

CLEFS >P4

Les grandes cultures,
formidable pompe à CO₂

Trouée dans le rideau de fumée écologiste

ÉDITORIAL > PAR PHILIPPE PINTA,
PRÉSIDENT D'ORAMA, PRÉSIDENT DE L'AGPB

Les écologistes pourront-ils encore longtemps endormir l'opinion sur ce que les agriculteurs devraient être et faire, tant ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée interpelle chacun aujourd'hui ?

Évidemment, les écologistes restent égaux à eux-mêmes.

Que le Gouvernement envisage de se montrer plus pragmatique sur les indicateurs de suivi d'Ecophyto 2, tout en restant très rigide sur les objectifs du Plan et enclin à jouer du bâton, ils crient à la trahison. Que l'État et la profession signent un protocole sur la gestion quantitative de l'eau dans le bassin Adour-Garonne, ils saisissent la justice en agitant le spectre de « projets de barrage comme celui de Sivens ». Et c'est sous leur influence que la Commission européenne se demande si la définition réglementaire des plantes génétiquement modifiées ne doit pas s'appliquer aux variétés obtenues au moyen de techniques nouvelles maintenant répandues chez les semenciers. Inutile de préciser ce qu'il en résulterait pour l'accès des agriculteurs français aux semences du futur et pour l'avenir de notre filière semences, la première en Europe et la plus exportatrice au monde pour sa partie Grandes cultures.

Toutefois, dans le même temps que persiste cette malversation, il est des événements et des éléments qui réveillent les esprits, qui sont de nature à mettre de plus en plus en porte-à-faux les chantres du produire moins.



Philippe PINTA,
Président d'ORAMA et de l'AGPB

L'opinion publique est sensible à l'afflux en Europe des centaines de milliers de réfugiés qui fuient le Proche-Orient. Simultanément, depuis quelques mois, des ouvrages et des travaux se succèdent qui soulignent combien, de par leurs démographies et limites naturelles de leurs agricultures, le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne sont exposés à une dépendance alimentaire accrue vis-à-vis des importations. À en juger par l'intérêt médiatique qu'a suscité une étude récente de l'INRA en la matière, à voir le retentissement persistant dans la presse du livre « Géopolitique du blé » paru en juin, qui insiste sur l'importance de la production céréalière française pour la stabilité sociale et politique dans ces zones, la lucidité progresse chez les leaders d'opinion.

À nous d'agir pour que le rideau de fumée écologiste se dissipe encore plus vite !

ORAMA

nos cultures, notre avenir



Bien sortir des tarifs verts et jaunes

> DERNIÈRE LIGNE DROITE AVANT LA FIN DES TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE D'ÉLECTRICITÉ

Le 1^{er} janvier 2016, les tarifs réglementés de vente d'électricité (TRV) dans les contrats dont les puissances souscrites sont supérieures à 36 kVA disparaîtront. Il est désormais temps de choisir entre les nouvelles offres

Le passage de 2015 à 2016 sera marqué par la disparition des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRV), donc des tarifs verts et jaunes. Les exploitants concernés doivent donc signer de nouveaux contrats s'ils ne l'ont déjà fait. Depuis des mois déjà, conscient des interrogations que susciterait ce changement de donne, notre syndicalisme a décidé d'accompagner les agriculteurs. IRRIGANTS de France, dont sont membres l'AGPM, l'AGPB et la FOP, a ainsi tenu une dizaine de réunions au premier semestre, épaulée par la FNSEA, avec les acteurs du marché de l'électricité (fournisseurs, gestionnaires de réseaux, ministère de l'Écologie et de l'Énergie, Commission de régulation de l'énergie). L'enjeu était que les nouvelles offres faites aux exploitants répondent au plus près à leurs besoins.

De fait, la fin des TRV leur donne l'opportunité de gérer plus finement leurs dépenses d'électricité en s'appuyant sur des offres optimisées. Et à cet égard, outre les considérations de prix, les services -gratuits, payants- mis en avant par les différents fournisseurs d'électricité auront aussi leur importance.

Afin d'aider au mieux les agriculteurs, IRRIGANTS de France et la FNSEA ont réalisé deux documents, avec l'appui de l'APCA. L'un, intitulé « Fin des tarifs réglementés de vente : une échéance à anticiper avec méthode » récapitule l'ensemble de la problématique abordée dans le présent article.

L'autre rassemble les offres des fournisseurs d'électricité et il est assorti d'une liste de contacts dédiés pour entrer en relation avec eux. Ces documents sont disponibles dans vos instances professionnelles (Groupements d'irrigants, FDSEA, Chambres d'agriculture).

Le maximum a donc été syndicalement pour que cette transition tarifaire se passe sereinement. Reste que certains n'auront peut-être pas signé avant le 1^{er} janvier 2016. Ils basculeront alors dans un régime d'« offre transitoire » peu intéressant financièrement. Cette situation leur évitera cependant de se voir couper l'alimentation électrique de leurs exploitations, mais seulement pendant 6 mois. Ils devront donc impérativement contracter durant cette période de grâce. ■



Plaidoyer en duo pour une vraie politique de l'eau

> SEMENCIERS ET EXPLOITANTS EN APPELLENT ENSEMBLE AUX POUVOIRS PUBLICS

Le 30 septembre dernier, le colloque « Eau & Semences : des ressources pour l'avenir » a souligné l'importance de la gestion de l'eau pour la production de semences et, plus globalement, pour l'agriculture française. Organisé par les filières semencières et agricoles, cet événement était destiné à mieux attirer l'attention des élus et de la presse sur les impasses actuelles en la matière et sur les solutions à travailler.

Bien que notre pays ne manque pas d'eau (490 milliards de m³ d'eau tombent du ciel chaque année), les prélèvements agricoles sont passés en 10 ans de 5

à 3,2 Mds m³. Si cette tendance témoigne assurément des progrès de l'irrigation, elle montre aussi toute la difficulté de mobiliser la ressource en eau alors que les besoins augmentent. Durant la période estivale, les irrigants situés dans les bassins où l'eau manque vivent dans la crainte permanente de restrictions. Cette démarche de gestion de crise génère des tensions et durcit les postures : ce qui régite les relations entre les acteurs, ce n'est pas la confiance, mais les rapports de force et, *in fine*, un poids croissant des normes.

Le « projet de territoire » est certes un cadre opportun pour

évoluer vers de nouvelles relations, mais encore faut-il que les irrigants soient bien représentés et, surtout, qu'ils y croient encore. Or, force est de le constater, la création d'une infrastructure de stockage de l'eau, c'est une entreprise aujourd'hui trop complexe, trop coûteuse, trop longue et trop souvent vouée à l'échec, comme l'a encore démontré récemment l'annulation d'autorisations de retenues déjà achevées (et en eau !) en Charente-Maritime. Et que dire de la posture agressive de FNE Midi-Pyrénées qui attaque les protocoles de définition des volumes prélevables actés entre la profession et les pouvoirs publics ?

Xavier Beulin l'a clairement exprimé dans sa conclusion du colloque : « *Nous attendons un engagement politique fort qui vise l'efficacité de l'utilisation de l'eau en agriculture, la mobilisation de la ressource et le stockage* ». ■

Ne nous désunissons pas !

> LES PROMESSES FAITES PAR LE 1^{ER} MINISTRE EN SEPTEMBRE RESTENT À L'ORDRE DU JOUR

La volonté des ministères de l'Agriculture et de l'Écologie de passer en force sur Ecophyto 2 rappelle qu'il faut être d'autant plus unis syndicalement que les temps sont difficiles, nous dit Arnaud ROUSSEAU, président de la FDSEA 77 et vice-président de la FOP

Comment réagissez-vous à l'obstination des ministères de l'Agriculture et de l'Écologie à vouloir mettre en œuvre Ecophyto 2 au plus tôt et selon leur vision, malgré les annonces du Premier Ministre le 3 septembre ?

C'est plutôt un signe qu'ils craignent de ne pouvoir faire au final comme ils l'entendaient depuis le début. C'est évidemment à prendre au sérieux, même s'il faut faire la part des effets de communication dans cette attitude, mais ne nous laissons pas impressionner, au contraire !

Nous devons nous arc-bouter sur ce qu'a promis le Premier Ministre : toute nouvelle norme doit être élaborée en redonnant à la profession toute la place qui lui revient, il ne devrait pas en être adopté avant février 2016 et plus aucune ne devra nous pénaliser par rapport à nos homologues européens.

Ne nous désunissons pas ! C'est essentiel pour que, sur tout dossier, la négociation et les échanges puissent l'emporter sur l'autoritarisme croissant contre lequel nous avons manifesté le 3 septembre.

Plus que jamais donc, constance dans la détermination ?

Oui, il nous faut collectivement faire preuve de persévérance. C'est un ingrédient fondamental de la défense des intérêts professionnels, surtout quand les temps sont difficiles, comme aujourd'hui.

Continuer à agir le plus collectivement possible, c'est ainsi également que nous pouvons espérer apporter des solutions aux exploitations de grandes cultures quand, frappées par de graves aléas, leurs trésorerie sont exsangues et quand, dans certaines régions, elles sont particulièrement maltraitées par la nouvelle PAC.

L'histoire de nos filières céréales et oléoprotéagineux témoigne de ce que notre syndicalisme spécialisé a réussi à faire et obtenir

dans les périodes de crise, de vents contraires, quand les situations obligeaient à trouver ensemble le chemin pour aller de nouveau de l'avant.

Pensez-vous que notre position puisse être comprise et expliquée ?

En ces temps d'intenses questionnements de fond, de large prise de conscience des défis auxquels elle doit faire face, notre société est probablement mieux à même de redécouvrir quel atout important représente notre agriculture productive, douée à la fois pour le plus et pour le mieux.



Notre société est probablement mieux à même de redécouvrir l'intérêt d'une agriculture productive

La légitimité de nos positions peut donc être mieux perçue. Ce sera d'autant plus réel que nous demeurerons syndicalement fiers et forts pour la faire valoir. ■



Arnaud ROUSSEAU, agriculteur en Seine-et-Marne, président de la FDSEA 77, vice-président de la FOP



Au tableau d'honneur

Dans le cadre de la Semaine de l'abeille au Parlement européen, un concours créé par le COPA et la COGECA* a distingué le 1^{er} octobre des démarches de terrain dédiées à la coexistence de l'agriculture et de l'apiculture.



Remis par Lesieur au nom de sa filière Fleurs de colza, le 1^{er} prix a été décerné à « Poll'Aisne Attitude », démarche initiée par un syndicat cantonal de l'Aisne puis formalisée en mai 2014 dans une charte associant exploitants et apiculteurs. Cette démarche repose sur des actions d'information et de formation des exploitants -y compris avec rucher-école-, des évolutions dans l'entretien des bords de champ (fauches plus tardives, donc flore plus variée), des plantations de haies en utilisant des essences mellifères et des installations de ruches dans leurs champs par des exploitants.



Le 2^{ème} prix est allé à une initiative suédoise et la coopérative vendéenne CAVAC, qui incite au fleurissement d'aires spécifiques hors périodes de floraison des cultures, a reçu le 3^{ème}.

* Comité des Organisations Professionnelles Agricoles et Confédération Générale des Coopératives Agricoles, organisations européennes

Les grandes cultures, formidable pompe à CO₂

> UNE FONCTION MAJEURE, UN POTENTIEL À DÉVELOPPER



À l'inverse des activités industrielles, les grandes cultures captent du CO₂, bien plus même qu'elles n'en émettent et plus, encore, quand le rendement augmente. Une réalité qui impose de ne pas s'arrêter aux gaz à effet de serre générés pour cultiver

En tant que « pompe à carbone » captant le dioxyde de carbone de l'air pour le transformer notamment en denrées, les grandes cultures sont stratégiques pour répondre au défi du changement climatique comme à celui de la sécurité alimentaire, affirmait le précédent numéro de SCOP Info.

Plus précisément, les calculs d'ORAMA indiquent qu'en France, les 14 millions d'ha de grandes cultures pompent annuellement dans l'atmosphère 290 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (Mteq CO₂). C'est bien plus que les 40 Mteq CO₂ émises du fait de la fertilisation, de la consommation de carburants et, indirectement, de la fabrication des produits et matériels utilisés par les exploitants. Et le solde de 250 Mteq CO₂, après déduction de ces émissions, représente pratiquement le double de ce que pompent nos forêts.

Rendement plus élevé = pompe plus efficace

Le captage de CO₂ par les grandes cultures mérite d'autant plus d'attention que le fonctionnement de la pompe influence directement le stockage durable du carbone dans le sol en le renouvelant continuellement, voire en l'amplifiant (effet « puits de carbone »). 7% de ce tonnage sont en effet restitués au sol via les résidus de cultures et le système racinaire. Donc, plus le rendement augmente, plus la pompe est efficace. Ainsi, un ha de blé produisant 77 q - rendement moyen français des deux dernières récoltes - absorbe 21 teq CO₂, alors qu'en produisant 29,9 q, rendement moyen national en bio, il absorbe 8,1 teq CO₂. Précision : les émissions de CO₂ dans le premier cas ne sont que de 2,3 teq CO₂ supérieures à leur montant dans le second.

LES TONNES D'ÉQUIVALENT CO₂

L'équivalent CO₂ désigne le potentiel de réchauffement global (PRG) d'un gaz à effet de serre (GES), calculé par équivalence avec une quantité de CO₂ (teq CO₂) qui aurait le même PRG à 100 ans :

CO₂ = 1 teq CO₂

CH₄ (méthane) = 25 teq CO₂

N₂O (protoxyde d'azote) = 298 teq CO₂

Une assimilation induite

Il est incompréhensible que la méthode de calcul des Nations-Unies* en matière de gaz à effet de serre ignore ce rôle de pompe joué par les grandes cultures et ne s'intéresse qu'à leurs émissions, les assimilant purement et simplement à une activité industrielle.

Certes, il faut toujours rechercher plus d'efficacité dans la fertilisation et, par exemple, introduire des légumineuses dans les rotations est un gage de réduction des émissions (2 teq CO₂/ha). Mais l'essentiel, face aux menaces du réchauffement climatique et à la croissance des besoins alimentaires, c'est de prendre en compte le caractère de pompe à carbone de notre secteur et, en conséquence, de rechercher la maximisation de son efficacité en faisant tout pour que les exploitants puissent Produire plus, Produire mieux. ■

* Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (1992)

BILAN CO₂ /HECTARE PAR ESPÈCE DE CÉRÉALES ET OLÉOPROTÉAGINEUX (en tonnes équivalent CO₂ /hectare/an)

	Captage	Émissions (au champ et en amont)	Solde (captage - émissions)
Blé	21,5	3,2	18,3
Autres céréales pailles	17,3	2,7	14,6
Maïs grain	25,4	3,0	22,3
Maïs ensilage	24,1	1,8	22,2
Colza	18,9	3,2	15,7
Autres oléagineux	12,0	1,2	10,8
Protéagineux	10,2	1,8	8,5

Sources : Agreste, FranceAgriMer, AgriBalyse, Instituts techniques

> COURRIER

Les productions françaises de porcs et de volailles régressent depuis 15 ans. Quel en est l'impact pour les débouchés de nos récoltes ?

Le secteur des oléoprotéagineux n'est pas vraiment affecté. En effet, les tourteaux issus de notre production de diester ont pris la place de tourteaux importés dans tous les types d'aliments composés. En même temps que leur volume a crû de 1,9 à 3 Mt entre 2001 et 2014, leur utilisation par les fabricants d'aliments du bétail est passée de 1,6 à 2,7 Mt.

En céréales en revanche, le recul des secteurs porcin et avicole nous prive aujourd'hui de 1,5 Mt de débouchés par rapport à la moyenne 2002-2003 (- 14%). Il aurait été bien sûr plus satisfaisant que l'état de santé de ces secteurs nous permette d'y maintenir nos débouchés en céréales en même temps que nous les améliorions en oléoprotéagineux.

> AGENDA

Réunions d'agriculteurs ARVALIS

- 11/12 - Chateauroux (36)
- 15/12 - Arlay (39)
- 15/01 - Caraman (31)
- 22/01 - Gimont (32)
- 26/01 - Les Mées (04)

Sommet du Végétal
ORAMA (AGPB, AGPM, FOP)
27 et 28/01 à Reims (51)

Réunion Filière Sorgho
ARVALIS
28/01 à Baziège (31)

18^{ème} Journée Filières Blé dur
ARVALIS avec AGPB
02/02 - Aix-en-Provence

CONTACTS

AGPB > www.agpb.fr
> contact@agpb.fr

AGPM > www.agpm.com
> contact@agpm.com

FOP > www.prolea.com
> fop@prolea.com

ORAMA
nos cultures, notre avenir

SCOP INFO EST UNE PUBLICATION D'ORAMA
23/25 avenue de Neuilly 75116 Paris - Tél. 01 44 31 10 00
Rédacteur en chef : Pascal HURBAULT - Comité de rédaction : P. AUGUSTE, P.O. DRÈGE, G. DURLINEAU, C. DUROC, L. ESPRIT, J. JOSSEAU, A. KETTANEH, T. LEDERMANN.
Photos : Arvalis, Orama, Benoît Pelletier - Diabolus / VIVESCIA, shutterstock, Emmanuel Fradin.
Conception : BBDA - Béatrice Bleuven - Impression : Groupe CORLET.
Rédaction achevée le 26 novembre 2015